

MIGRATIONS ET DÉPLACEMENTS - FRANCE

Exilés ukrainiens en France : coincés dans un entre-temps

L'UE a activé le recours à la protection temporaire pour les réfugiés d'Ukraine. Un statut plus souple que le statut de réfugié « classique ». En France, ce cadre a été complété par d'autres dispositifs généreux. Pour autant, les Ukrainiens sont peu nombreux à s'installer en France : en mai 2024, leur nombre s'élève selon les chiffres officiels à 63 520 individus alors qu'ils étaient le double à avoir foulé le sol français en 2022. Quelles sont les raisons et les difficultés rencontrées par ces exilés « privilégiés » ?

Denys GORBACH est docteur en science politique et enseignant-chercheur à l'Université Versailles-Saint-Quentin. Sa recherche est consacrée à la politisation des classes populaires en Ukraine, son pays natal. Spécialiste en économie morale des ouvriers, il a obtenu une bourse de la Fondation Croix-Rouge française en 2023 pour mener une recherche sur les stratégies de survie des exilés ukrainiens en France.

Contextes et enjeux humanitaires et sociaux

Après l'accueil de deux millions de Vénézuéliens en Colombie et aux États-Unis et de 3,7 millions de Syriens en Turquie, c'était au tour de quatre millions d'Ukrainiens de bénéficier de la protection temporaire au sein de l'Union européenne suite à l'invasion de leur pays par la Russie le 24 février 2022. Ce statut présente de nombreux avantages en comparaison avec la protection internationale qui couvre les réfugiés « classiques ». Les Ukrainiens ont la liberté de se déplacer partout dans la zone Schengen. Ils ont le droit de travailler et bénéficient du régime général de l'assurance maladie. À cela s'ajoutent les configurations juridiques spécifiques à chaque pays : en France, elles prévoient le paiement d'aide aux demandeurs d'asile (ADA) pour subvenir aux besoins les plus urgents. Cependant, la France est loin d'être la destination la plus convoitée pour les ressortissants ukrainiens : si en Allemagne leur nombre a franchi un million, en France ils ne sont que 64 000 – deux fois moins qu'il y a un an. Ces statistiques font écho aux récits des premiers concernés : les Ukrainiens qui vivent mal leur exil, et critiquent divers aspects de l'accueil en France jugé pourtant exemplaire par de nombreux acteurs humanitaires et sociaux. Quels sont les problèmes rencontrés au regard des exilés, et quelles solutions à envisager pour améliorer la situation ?

Les objectifs de la recherche

Pour mieux comprendre les enjeux auxquels font face les exilés ukrainiens en France, mais aussi pour voir comment ils répondent à ces défis, nous avons décidé de faire une enquête sur les stratégies de survie mises en place par cette population. Comment se débrouillent-ils ? Quels problèmes sont les plus insurmontables pour eux, de leur point de vue ? Quels changements voudraient-ils voir pour améliorer leurs conditions ? Ces questions ont une double portée : d'une part, elles sont scientifiques et s'inscrivent dans le cadre des études sur l'informalité et la migration. Cela signifie qu'elles contribuent à la recherche académique en offrant de nouvelles perspectives et données sur ces sujets. D'autre part, elles ont une dimension sociale, car elles conduisent à des recommandations pratiques destinées à l'État et aux acteurs sociaux et humanitaires.

Partenaires de la recherche

La recherche a été effectuée entre 2022 et 2023 avec le soutien de la Croix-Rouge française. Elle a été conduite par Denys Gorbach et deux sociologues ukrainiennes, Yevheniia Polshchukova et Anastasiya Ryabchuk. Yevheniia Polshchukova travaille à Humanitarian Impact Institute (Cork) et Anastasiya Ryabchuk est chercheuse à l'Université d'Oxford.



Quels facteurs empêchent les exilés ukrainiens de profiter pleinement des possibilités qui leur sont accordées par la protection temporaire en France ?

Crise du logement : quand la France lutte pour héberger ses réfugiés

Trouver un logement constitue la priorité absolue dès l'arrivée. Contrairement à d'autres pays, la France n'a pas de dispositif systématique pour loger les demandeurs d'asile. C'est grâce à la mobilisation des associations, des mairies et des familles françaises qu'aucun de nos interviewés n'a dû passer la nuit à la rue ; tout le monde a été logé le jour même de leur arrivée. Cependant, si la solution familiale et informelle a d'abord été bien accueillie, les perceptions ont rapidement évolué. Certaines femmes ont subi du harcèlement ou ont été exploitées par leurs hôtes. Cependant, même sans de tels abus, la cohabitation a souvent provoqué un malaise grandissant au fil du temps. *“J'aimerais trouver ne serait-ce qu'une petite chambre dans un hôtel, mais que ce soit à moi et à personne d'autre”* (extrait d'un entretien). Pourtant, plusieurs familles ont été expulsées, sans jamais savoir la raison de cette rupture soudaine. Il n'en demeure pas moins que les fondements mêmes de la vie des exilés dépendent à tout moment de la bonne volonté d'une autre personne.

Barrière linguistique : le défi de la maîtrise du français

La maîtrise de la langue française est assez rare dans la société ukrainienne ; cette lacune pose un obstacle redoutable pour les personnes qui veulent trouver un emploi correspondant à leurs qualifications. Le problème n'est pas le manque de cours de français, mais plutôt le fait qu'ils sont généralement conçus pour des apprenants qui ont déjà une certaine maîtrise à l'oral de la langue, mais qui ne savent pas lire et écrire. La situation est différente pour un exilé ukrainien typique. Bien qu'elles aspirent à apprendre la langue du pays qui les accueille, nos interlocutrices progressent très lentement et sont tributaires des autres pour la moindre interaction avec le monde extérieur. Cette situation accentue le sentiment général d'isolement et de décalage, renforçant l'impression de ne pas trouver sa place.

Pôle Emploi propose des cours linguistiques rémunérés. Les apprenants reçoivent une petite bourse proportionnelle au nombre d'heures suivies dans le mois. L'utilité directe de ces cours est limitée, mais ils jouent un rôle important dans la construction des stratégies de survie, étant une source de revenus importante et un lieu de rencontre des Ukrainiens, où ils peuvent créer du lien social et échanger des informations utiles.

La subsistance : s'organiser pour survivre

Les cours proposés par Pôle Emploi sont très prisés, mais encore faut-il en être informé et bénéficier d'un accompagnement pour obtenir un droit d'accès. Bien souvent, c'est grâce au soutien de bénévoles français que cela devient réalisable. Lorsque l'association locale est suffisamment impliquée, tout le monde est inscrit aux cours. En revanche, ailleurs, nos interlocutrices ont entendu parler de ces cours, mais ont souvent été confrontées au refus du Pôle Emploi local. Il est important de souligner que l'aide des bénévoles français est essentielle pour obtenir des informations et un soutien crucial dans l'accompagnement visant à accéder à d'autres biens et services de subsistance. La carte ADA (allocation pour demandeurs d'asile) est accessible à toute personne enregistrée mais il a fallu attendre un mois et demi pour que le premier virement de l'OFII soit fait. Par ailleurs, cette carte ne permet aucun retrait d'argent liquide. Cependant, pendant les premiers mois, pour les familles avec enfants qui n'avaient pas à payer de loyer, cette aide a constitué la base de leur subsistance. Aussi, la générosité de l'État s'est très vite amenuisée : en automne 2022, le montant a été réduit de moitié. Enfin, l'interdiction de travailler pour pouvoir bénéficier de cette aide en a limité le nombre de bénéficiaires.

Dans ce contexte, l'aide alimentaire fournie par les Restos du cœur, le Secours solidaire et d'autres organismes est très sollicitée. Même celles qui affirment être bien installées en France en dépendent. Si certaines Ukrainiennes disent soutenir leurs

Méthodes et sources de données

Notre recherche adopte une approche de cas élargi¹ qui vise à explorer pourquoi la théorie générale selon laquelle l'extension des droits juridiques des réfugiés améliore leur accueil ne se réalise pas comme prévu. Dans notre cas particulier, les exilés ukrainiens vivent toujours mal leur exil malgré leur statut exceptionnel. Pour cela, nous avons mené plus d'une quarantaine d'entretiens approfondis avec des exilés, en grande majorité des femmes, ainsi qu'avec un petit nombre de bénévoles travaillant à leurs côtés. Notre recherche s'est concentrée sur trois zones géographiques : l'Île-de-France, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et la métropole de Lille.

proches restés en Ukraine financièrement, autant sinon plus affirment recevoir de leur part des colis alimentaires, mais aussi de l'argent, sans quoi il serait difficile de survivre en France. Notons que les exilés retraités reçoivent leur pension ukrainienne par des virements bancaires en France, ce qui constitue une source de revenus complémentaire (la pension moyenne en Ukraine est de 130€).

Le travail non qualifié, comme faire le ménage, est presque le seul emploi disponible pour les exilées d'Ukraine, et elles sont toutes univoques, même si les raisons divergent : le travail doit être déclaré. Certaines ont conscience qu'économiquement cela n'est pas forcément rentable, mais elles savent que pour pouvoir louer un logement, il faut avoir un contrat et des fiches de salaire. De toute façon, au-delà des préoccupations liées à la compromission ou aux raisons morales, travailler de manière illégale est compliqué en raison du manque de contacts et de réseaux sociaux.

Cette préférence pour la légalité est un obstacle redoutable pour celles qui veulent continuer à bénéficier de l'ADA. L'OFII les ayant désignées comme une unité familiale ensemble avec leurs enfants adultes ou parents retraités, elles n'osent pas risquer que leurs proches perdent leurs prestations sociales.

Concepts clés

La subsistance désigne l'ensemble des capacités, biens et activités nécessaires pour assurer les moyens de vivre. Les stratégies de survie, ou bien stratégies de subsistance, représentent la combinaison de divers éléments de subsistance accessibles aux exilés pour en tirer le maximum de profits. Il s'agit de l'assistance publique, de l'aide associative et du bénévolat, mais aussi des réseaux sociaux et des activités individuelles qui se déploient généralement dans le domaine de l'économie informelle. En combinant les possibilités qui se présentent, cette population fait preuve de la débrouillardise² – une valeur très estimée chez les classes populaires post-soviétiques³.

Les limites des résultats

Notre étude étant qualitative, nous ne pouvons pas généraliser nos conclusions à partir des cas spécifiques que nous analysons. Par ailleurs et malheureusement, nous avons dû aussi nous limiter à des rencontres ponctuelles avec nos interviewés, sans les revoir par la suite – une enquête plus longue aurait permis d'obtenir davantage d'informations. Enfin, la prédominance des femmes dans nos rencontres a influencé la conduite de l'enquête.

Les enseignements scientifiques au-delà du cadre de l'étude

Le fil conducteur réunissant tous les sujets évoqués est la situation provisoire qui s'éternise. Arrivées en France pour y passer plusieurs semaines (ou parfois sans aucun projet, toute capacité de faire des plans étant bloquée par le choc de l'invasion), la majorité de nos interlocutrices sont restées en France pour un séjour beaucoup plus long. Elles s'adaptent tant bien que mal à la vie dans un pays « compliqué », construisant proactivement un pied-à-terre en France, cherchant de meilleures options ailleurs ou bien renonçant à toute activité, se concentrant sur leur traumatisme et laissant les forces extérieures décider à leur place. La situation temporaire qui s'éternise pose des défis aux autorités tout comme aux exilés, qui passent des mois et des années de leurs vies dans un état suspendu, coincés dans un entre-temps. Cette situation est la source de nombreuses difficultés dans les domaines de la langue, de l'emploi, des ressources de subsistance, du logement, de la scolarité des enfants, et elle affecte aussi le sentiment de bien-être dans un pays étranger. Un parti pris qui fait écho aux travaux écrits sur la situation post-soviétique en tant que « crise permanente »⁴. La même routinisation des mesures urgentes menace les populations exilées⁵, qui vivent une urgence sans fin.

1. Burawoy Michael (1998), « The Extended Case Method », *Sociological Theory*, vol. 16, no1, 4 33.

2. Browne Katherine (2002), « Creole Economics and the Débrouillard: From Slave-Based Adaptations to the Informal Economy in Martinique », *Ethnohistory*, vol. 49, no2, 373 403.

3. Morris Jeremy (2019), « The Informal Economy and Post-Socialism: Imbricated Perspectives on Labor, the State, and Social Embeddedness », *Demokratizatsiya*, vol. 27, no1, 9 30.

4. Shevchenko Olga (2009), *Crisis and the everyday in postsocialist Moscow*, Bloomington, Indiana University Press.

5. Dunn Elizabeth Cullen (2017), *No path home: humanitarian camps and the grief of displacement*, Ithaca, Cornell University press.



Il ne s'agit pas seulement d'héberger, cela va beaucoup plus loin. "

- **Denys Gorbach**



Quel est le fil conducteur de vos recherches entre l'Ukraine et la France ?

D. G. : Nos enquêtes précédentes concernaient surtout les classes populaires ukrainiennes, notamment leurs stratégies de survie employées quotidiennement pour faire face aux conditions de vie parfois difficiles en Ukraine. Désormais, nous nous intéressons à une nouvelle situation. Certains de nos anciens participants se sont installés à l'étranger, mais sans les mêmes mécanismes de soutien dont ils disposaient en Ukraine, tandis que des membres de la classe moyenne rejoignent également cette migration qui est susceptible de changer leur statut social. Cette recherche constitue ainsi une continuation logique de nos recherches précédentes.

En quoi l'intégration de la notion de "temps vécu" dans votre recherche aide-t-elle à comprendre les paradoxes observés chez les réfugiés "privilegiés" ?

L'intégration de la dimension de temporalité subjective offre une perspective enrichissante pour saisir les paradoxes d'un public "privilegié" qui ne valorise pas toujours ses avantages et ne les utilise pas de manière optimale. Les principales conclusions de notre recherche mettent en lumière un fil conducteur qui traverse tous les aspects divers de notre étude : la persistance d'une situation provisoire. Un "entre-temps" qui génère un contexte complexe, dans lequel nos interlocuteurs se retrouvent confrontés à des défis majeurs au quotidien, notamment en ce qui concerne la maîtrise de la langue, l'accès à l'emploi, le logement, et d'autres aspects essentiels de leur vie.

Comment les acteurs humanitaires et les pouvoirs publics peuvent-ils utiliser les résultats de cette recherche pour améliorer leurs pratiques ?

Plutôt que de simplement accorder des droits prolongés, il faudrait fournir des moyens, des ressources et des outils pour que les personnes puissent exercer pleinement leurs droits, tels que des cours de langue adaptés, des solutions de logement durables indépendantes de la bonne volonté des familles d'accueil, et des dispositifs précis pour l'intégration professionnelle des réfugiés. De plus, il est crucial de reconnaître l'importance des dimensions

subjectives de l'accueil, qui vont au-delà du bien-être matériel. Améliorer le bien-être psychologique des exilés, crucial pour leur intégration sociale, pourrait être facilité par la mise en place d'espaces de sociabilité dédiés et de programmes d'accompagnement individuels, afin de rompre l'isolement et de prévenir la dépression.

Existe-t-il des innovations susceptibles d'être mises en place à la suite de ces recommandations ?

Les innovations suggérées par les résultats de la recherche peuvent se concrétiser par les actions suivantes. Tout d'abord l'adoption d'une approche holistique qui permettrait la création et le maintien de centres d'accueil où les réfugiés pourraient accéder à une gamme de services dans un même lieu, incluant soins médicaux, soutien psychologique, assistance juridique, et aide à l'emploi. Il semble également crucial d'encourager la collaboration intersectorielle en organisant des réunions régulières entre les représentants des secteurs de la santé, du logement, de l'éducation et de l'emploi, afin de coordonner les efforts de soutien et de partager des informations. Enfin, la création de lieux de sociabilité et de soutien, tels que des centres communautaires ou des cafés sociaux, serait également une piste intéressante à explorer. Ces espaces d'échange pourraient favoriser les liens de confiance avec les personnes accueillies.

Quelles implications pour l'action humanitaire et sociale ?

Parmi les reproches formulés le plus souvent par nos interlocutrices à l'encontre du système d'accueil en France figurent la dimension « bureaucratique », la lenteur et la complexité des démarches administratives, l'obscurité des procédures ainsi que le manque de contact personnel. Un suivi personnalisé et attentif de tous les intéressés habitant les communes d'accueil pourrait faire toute la différence. Au niveau des cours linguistiques, un nouveau programme s'impose. Un programme adapté qui pourrait faire vraiment progresser les personnes motivées. Enfin, les acteurs humanitaires et sociaux pourraient améliorer la situation des exilés en leur proposant des stages payants et même des activités bénévoles où ils côtoieraient les non-Ukrainiens. Ces espaces de socialisation mixtes sont nécessaires, car ils facilitent l'intégration professionnelle, tout en aidant les exilés des classes moyennes à « avaler la pilule de leur déclassement ».

La série « Pratiques & Humanités » de la Fondation Croix-Rouge française synthétise les travaux de recherche des chercheurs soutenus par la Fondation. Elle a pour objectif de mettre à disposition des acteurs de l'humanitaire une information scientifique de qualité et concise.

La Fondation Croix-Rouge française est une fondation reconnue d'utilité publique dédiée à la recherche dans les champs de l'action humanitaire et sociale. Elle porte la volonté de la Croix-Rouge française de promouvoir la connaissance scientifique, la réflexion éthique et l'innovation sociale pour faire avancer l'action au service des plus vulnérables.

La Fondation Croix-Rouge française est un membre actif du RC3 (The Red Cross Red Crescent Research Consortium), le consortium de recherche du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CRCR). Un réseau créé en 2019, qui travaille en collaboration avec les Sociétés nationales, la Fédération internationale et le CICR, dédié à la conduite et à la promotion de recherches en sciences humaines et sociales pour aider à construire des communautés plus sûres, plus résilientes et plus durables sur la base de résultats scientifiques.

Fondation Croix-Rouge française
21 rue de la Vanne | CS 90070 | 92126 MONTROUGE CEDEX
+33 1 40 71 16 34 | www.fondation-croix-rouge.fr
contact@fondation-croix-rouge.fr